

## SHORT NEWS

## Elektroautos im Abwärtstrend

Nachdem im letzten Jahr ihrer Subventionierung 312 Elektroautos in Luxemburg zugelassen worden waren, ging die Zahl im Jahr 2015 laut Angaben der Société nationale de la circulation automobile auf 73 Einheiten zurück. Der liberale Abgeordnete Max Hahn zeigt sich in einer parlamentarischen Frage an Infrastrukturminister François Bausch besorgt, dass die ehrgeizigen Ziele der Regierung in Sachen Elektromobilität gefährdet sein könnten. Im November stellten der Wirtschafts- und der Infrastrukturminister ihr flächendeckendes Programm von 800 Ladestationen vor, die es bis 2020 ermöglichen sollen, zeitgleich 1.600 Elektrofahrzeuge aufzuladen. Da der Markt der reinen Elektrofahrzeuge eher klein ist, fragt Hahn nach der Möglichkeit zumindest auch Hybridfahrzeuge, bei denen es inzwischen eine breitere Auswahl gibt, zu fördern. In seiner Antwort schlägt der Minister dies aus. Einfache Hybridfahrzeuge seien unwesentlich teurer als herkömmliche Autos. Plug-in-Hybrid-Fahrzeuge, die mit einer stärkeren Batterie ausgestattet sind und auch unterwegs aufgeladen werden können, aber wegen der teuren Technologie meist nur in der Oberklasse anzutreffen sind, seien schon durch die Autosteuer begünstigt. Die Regierung prüfe aber, so Bausch, Null-Emissions-Fahrzeuge - dazu gehören reine Elektroautos aber auch mit Wasserstoff betriebene Fahrzeuge - steuerlich zu begünstigen.

## Arrestation de journalistes : une réponse qui n'en est pas une

(da) - « Le ministre de la Sécurité intérieure ne partage pas l'analyse de l'honorable député concluant à une atteinte à la liberté de presse. » Voilà la réponse, peu surprenante, d'Étienne Schneider au député Déi Lénk David Wagner, qui l'avait interrogé au sujet de l'arrestation, pour un contrôle d'identité, de deux journalistes espagnols enquêtant sur une affaire de corruption. Le Conseil de presse n'aurait-il pas dû être informé des faits ? C'est, entre autres, ce que voulait savoir Wagner, qui faisait référence à un accord conclu entre le procureur d'État et le Conseil de presse, selon lequel un membre dudit conseil doit être présent lors de perquisitions menées à l'encontre de journalistes. Non, dit Schneider, les policiers ne sont tenus de rapporter qu'aux autorités judiciaires. Bien, mais les autorités judiciaires, qui sont informées en cas d'arrestation pour contrôle d'identité, n'auraient-elles pas pu en référer au Conseil de presse ? D'ailleurs, les journalistes auraient été arrêtés parce que, lors du contrôle, « les recherches » auraient révélé un « problème au niveau des documents d'identité des deux personnes contrôlées », selon Schneider. Qui ne souffle pas un traître mot du genre de « problème » rencontré.

## Conférence internationale : l'immigration portugaise au Luxembourg

(da) - Comment la première génération d'immigrés lusophones au Luxembourg vit-elle aujourd'hui ? Y a-t-il des différences entre migrants portugais d'hier et d'aujourd'hui ? Et quelle perception la communauté portugaise au Luxembourg a-t-elle d'elle-même ? Ce ne sont que quelques-unes des questions qui seront posées lors d'un colloque qui se déroulera ces vendredi et samedi 19 et 20 février au campus Belval de l'Université du Luxembourg. La conférence, intitulée « Luso-luxembourguês ? », réunira des chercheurs du monde entier travaillant sur la question de l'immigration lusophone au Luxembourg. Si la première partie sera dédiée à l'immigration portugaise au fil des générations, aux liens qu'entretiennent les différentes générations entre elles et au vieillissement en migration, la deuxième partie se consacra au volet politique de la question. Ainsi, le sujet de l'intégration européenne et de ses répercussions sur la libre circulation des migrants portugais au Luxembourg y sera traité, tout comme les relations entre État luxembourgeois et immigrés, ou encore la « nouvelle immigration portugaise ». La troisième partie laissera la parole aux principaux concernés eux-mêmes, l'idée étant d'impliquer un maximum la « comunidade portuguesa no Luxemburgo ». Rendez-vous vendredi 19 février à partir de 14 heures à la Maison du savoir, campus Belval. Plus d'infos : [www.cdmh.lu](http://www.cdmh.lu)

## AKTUELL



Ce ne sera sûrement pas la dernière fois: la plateforme « Stop TTIP » proteste devant la « Heeschefra ».

TTIP

## État d'exception

Luc Caregari

**La simili-transparence instaurée par la salle de lecture pour députés, qui pourront y consulter les documents du TTIP sans pouvoir en parler après, n'est pas un pas en avant, mais une insulte de plus à ceux qui réclament que lumière soit faite.**

« Humiliant, mais moins humiliant qu'avant, lorsqu'on ne savait rien de ce qui se disait dans les négociations autour du TTIP » : c'est ainsi qu'en bon socialiste le député Yves Cruchten a résumé les dispositions qui lui permettront de consulter en chambre obscure les documents concernant le TTIP - enfin, ceux qui n'ont pas encore « leaké » à la presse. Car, entre-temps, plus d'une trentaine de documents TTIP, ainsi que des documents ayant trait aux négociations, comme les positions de certains gouvernements ou de la Commission européenne, ont été rendus publics. Sciemment pour certains, comme le mandat de négociation que s'est donné la Commission. D'autres ont été rendus publics par des députés européens comme le Vert Sven Giegold et son collègue Michel Reimon. Et puis la presse a aussi joué son rôle, avec des sources qui ont transmis des documents au « Guardian », au « Huffington Post », au « Financial Times », à l'hebdo allemand « Die Zeit » ou à la journaliste du « Washington Post » Lydia DePillis. Finalement, les ONG comme Lobbycontrol, Correctiv et autres ont aussi joué leur rôle. La plateforme Wikileaks a d'ailleurs débuté une opération de financement participatif l'été dernier, essayant de réunir 100.000 euros pour récompenser la personne qui dévoilerait l'intégralité du traité au public.

Reste à savoir si, pour les députés luxembourgeois, c'est la carotte Wikileaks ou le bâton draconien des autorités américaines qui l'emportera. Car les conditions de consultation sont particulièrement sévères : pas de portable, pas de stylo, pas de possibilité de se faire traduire les documents, tous écrits

dans le plus bel anglais de juriste (pour une fois, le fait que notre Chambre des députés compte tant d'avocats d'affaires pourrait donc être un avantage) et surtout pas question de débattre en public de ce qu'on a pu lire et comprendre dans la petite chambre. Certes, c'est moins humiliant qu'en Allemagne, où les députés du Bundestag doivent encore composer avec un surveillant à leurs côtés, qui veille à ce qu'ils n'enfreignent pas les règles. Cela n'empêche que, en démocratie, un tel procédé reste tout simplement inacceptable.

## 100.000 euros de récompense

Ce n'est pas pour rien que la plateforme « Stop TTIP » luxembourgeoise parle d'une « muselière » imposée aux élu-e-s du peuple et déplore l'impossibilité d'un débat public. Elle va même plus loin en insinuant que les députés devraient faire preuve de « désobéissance civile » en libérant la parole sur la place publique.

Pas sûr que cela se fera tout de même. Même le député Déi Lénk Serge Urbany ne s'est pas montré scandalisé outre mesure par les conditions de consultation. Bien sûr qu'il a déploré l'interdiction d'en parler en public, et il veut qu'au moins les députés puissent échanger en commission parlementaire sur ce qu'ils ont pu entrevoir sous le rideau levé pudiquement sur les négociations TTIP, mais ce n'est pas un refus net des conditions. Celui-ci est venu - ironiquement - du député CSV Laurent Mosar, qui a employé un ton beaucoup plus polémique. Dommage seulement que ce ne soit pas vraiment crédible. S'il n'était pas bloqué sur les bancs de l'opposition, gageons que Mosar aurait un ton beaucoup plus conciliant envers les Américains.

En somme, cette simili-ouverture n'a donc fait que déclencher un énième épisode de cirque politique, tandis que la société civile, elle, doit toujours se contenter des miettes leakées ça et là.